

Dragan Bunic, Fédération mondiale

(Présentation du livre « Svetska federacija » publié en serbo-croate qui paraîtra en 2016).

- I. Préface
- II. Table des matières
- III. Introduction
- IV. Fédération mondiale

## Chapitre I. IDEE DE LA NECESSITE DE LA COOPERATION DES ETATS ET DE LEUR GROUPEMENTS

### **1. Idées de l'Antiquité jusqu'à la Première Guerre mondiale**

- 1.1 Idées dans l'Antiquité
- 1.2 Idées à l'époque des monarchies absolues
- 1.3 Création de l'Union nord-américaine
- 1.4 Idée de Simon Bolivar
- 1.5 Idée de Victor Hugo
- 1.6 Conclusion

### **2. Idées Entre les deux guerres mondiales**

- 2.1 Idée de Léon Trotsky
- 2.2 Idée d'Aristide Briand
- 2.3 Idées de deux lords britanniques (Curtis et Lothian)
- 2.4 Idée de Herbert George Wells
- 2.5 Idée de Clarence Kirschmann Streit
- 2.6 Conclusion

### **3 Idées après la Seconde guerre mondiale**

- 3.1 idée de Winston Churchill
- 3.2 Idée de Garry Davis
- 3.3 Conclusion

### **4. Idées du début du XXIe siècle**

- 4.1 Proposition de Jacques Attali
- 4.2 Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable
- 4.3 Proposition de José Manuel Barroso
- 4.4 Proposition de Dragan Bunic
- 4.5 Proposition d'Enrico Letta
- 4.6 Conclusion

### **5. Opposition à la création d'un Etat mondial**

## Chapitre II. CRISE DES ÉTATS MODERNES ET DE LEURS GROUPEMENTS

### **1. Echec des organisations mondiales des Etats**

- 1.1 Echec de la Société des Nations
- 1.2 Echec de l'Organisation des Nations Unies
  - 1.2.1 Organes de l'Organisation des Nations Unies
  - 1.2.2 Conseil de sécurité, l'autorité des grandes puissances vainqueurs de la Seconde guerre mondiale

- 1.3 Conclusion
  - 1.3.1 Insuffisance des compétences de l'Assemblée générale de l'ONU et le droit de veto
  - 1.3.2 Manque quant à la précision de l'interdiction de l'acquisition et de la possession d'armes nucléaires
  - 1.3.3 Souveraineté de l'État
- 2 Echech de l'Union européenne**
  - 2.1 Création et développement
  - 2.2 Législation
  - 2.3 Pouvoir judiciaire
  - 2.4 Lutte contre la crise économique
  - 2.5 Conclusion
- 3. Echech des institutions actives dans le domaine économique et financier**
  - 3.1 Fonds monétaire international
  - 3.2 Banque mondiale
  - 3.3 Organisation mondiale du commerce
  - 3.4 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
  - 3.5 Groupes des pays industrialisés
  - 3.6 Conclusion

### Chapitre III. STRUCTURE DU FUTUR ETAT MONDIAL

- 1. Confédération ou fédération ?**
  - 1.1 Assemblée
  - 1.2 Gouvernement et l'administration
  - 1.3 Banque fédérale
- 2. Les pays fédérés (pays membres de la Fédération mondiale)**
- 3. Organisation régionale des pays membres de la Fédération mondiale**
- 4. Autorités locales**
- 5. Conclusion**

### Chapitre IV. SÉCURITÉ

- 1. Police
- 2. Autorités judiciaires
- 3. Protection civile
- 4. Armée
- 5. Conclusion

### Chapitre V. LÉGISLATION

- 1. Législation relative à différents types de criminalité
- 2. Législation relative à l'économie et d'autres domaines
- 3. Conclusion

### Chapitre VI. ÉCONOMIE

- 1. Les problèmes actuels de l'économie mondiale**
- 2. Banque et Finance**
- 3. Compagnies multinationales**
- 4. Agriculture**
- 5. Conclusion**

## Chapitre VII. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## Chapitre VIII. DROITS DE L'HOMME

- 1 Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme**
- 2 Convention régionale des droits de l'homme**
- 3 Conclusion**

## Chapitre IX. RELIGION

- 1. Historique**
  - 1.1. Judaïsme
  - 1.2. Christianisme
    - 1.2.1 Division de l'église chrétienne
    - 1.2.2 L'émergence du protestantisme
    - 1.2.3 Église anglicane
    - 1.2.4 Autres religions chrétiennes
  - 1.3. Islam
  - 1.4. Hindouisme
  - 1.5. Bouddhisme
  - 1.6. Religions chinoises
  - 1.7. Autres religions
    - 1.7.1 Religions traditionnelles ou indigènes africaines
    - 1.7.2 Shintoïsme
    - 1.7.3 Sikhisme
  - 1.8. Athées et indécis
- 2. Liens des religions avec les autorités étatiques**
- 3. Le fanatisme religieux**
- 4. Conclusion**

## Chapitre X. ASSURANCES SOCIALES

## Chapitre XI. EDUCATION, DOCTRINE ET RECHERCHES SCIENTIFIQUES

- 1. Scolarité obligatoire**
- 2. Scolarité non obligatoire**
- 3. Etudes supérieures**
- 4. Doctrine et recherches scientifiques**
- 5. Conclusion**

## Chapitre XII. PÉRIODE DE TRANSITION

V. Conclusions

VI. Bibliographie

## Introduction

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les pays ont coopéré dans certains domaines, dont la plupart concernent la guerre. En 1918, un «rayon d'espoir» a illuminé le monde. Après la Première Guerre mondiale, une Société des Nations a été créée, comme la première communauté internationale d'Etats souverains en vue d'assurer la paix dans le monde. Malheureusement, il s'est rapidement avéré que la première communauté mondiale des nations n'a pas été en mesure de s'acquitter de cette tâche importante. Dans les années trente du XXe siècle, plusieurs auteurs: deux lords anglais (Lothian et Curtis), Wells et Streit critiquent cette Société des Nations indiquant qu'en raison de la souveraineté des États, qui traite l'armement comme une question interne, elle n'a pas d'instruments pour prévenir l'action agressive de certains pays. Comme solution pour sortir de cette situation, ils proposent une nouvelle organisation mondiale d'États (Union de l'Atlantique ou l'État fédéral mondial).

L'impuissance de la Société des Nations pour assurer la paix mondiale, en particulier pour prévenir la Seconde Guerre mondiale, a non seulement motivé ces auteurs à chercher d'autres solutions, mais aussi les pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale à offrir au monde une nouvelle organisation mondiale des États souverains, l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans laquelle ils ont un statut privilégié dans la prise de décision (Conseil de sécurité des Nations Unies). La fin de la guerre est «spectaculeusement» marquée par le lancement de deux bombes atomiques sur le Japon, pas pour provoquer la capitulation des forces armées de ce pays, mais pour démontrer la force au monde entier.

Un nouveau « rayon d'espoir » a éclaté lors de la création des Nations Unies (1945), mais il a rapidement déçu le monde pacifique tourmenté par la guerre. La création de blocs militaires, la division du monde entre l'Est et l'Ouest et l'intervention militaire des grandes puissances et des alliances militaires gérées par celles-ci ont forcé le monde à chercher d'autres moyens pour sortir de cette situation. Réalisant que dans de telles circonstances l'ONU ne peut pas assumer sa mission principale - la préservation de la paix- Harry Davis a demandé la transformation de cette organisation d'Etats en un gouvernement mondial. L'un, des célèbres participants de la Seconde Guerre mondiale, Winston Churchill, a recherché une solution dans le cadre de la fédération européenne; ce qui montre le manque de confiance en l'organisation nouvellement créée d'États souverains (ONU).

En voyant où va la position des grandes puissances dans le cadre de l'ONU ainsi que le partage du monde entre eux, au début des années soixante du XXe siècle, les 25 pays qui ne font pas partie des blocs militaires de l'Est et de l'Ouest ont fondé le Mouvement des non-alignés, dont le nombre est en croissance. Ces pays ont eu un certain succès à l'ONU - la création du Groupe des 77, de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) dont l'objectif est d'intégrer les pays du sud de la planète dans le processus économique des pays développés, mais la situation internationale ne s'est pas améliorée. L'enrichissement des pays développés a continué au détriment des pays non développés, les interventions des superpuissances n'ont pas cessé pas et le Conseil de sécurité des Nations Unies est resté bloqué par l'utilisation du veto de ses membres permanents.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, des idées sur la création d'un état du monde ne semblent pas être à l'ordre du jour. Cela pourrait s'expliquer par l'espoir que l'ONU serait capable de changer la situation dans le monde.

Malheureusement, la chute du mur de Berlin (1989), qui symbolise la fin de la guerre froide et du conflit entre l'Est et l'Ouest, n'a pas amélioré la situation. Le comportement des grandes puissances ne change pas, la course aux armements se poursuit, notre planète est polluée de plus en plus, la nature commence à réagir par réchauffement, tremblements de terre, ouragans, tsunamis, etc. Au lieu d'émergence d'un monde meilleur, qui est grâce à l'économie mondialisée devenu ouvert comme jamais auparavant, de nouveaux problèmes, inconnus jusqu'alors, surgissent. Il devient clair que les Etats, même les superpuissances, ne sont plus en mesure de gouverner le monde et qu'ils perdent le pouvoir au profit des grandes banques, d'autres institutions financières et des compagnies multinationales. Dans la mondialisation, les préoccupations économiques deviennent plus intenses, mais il manque un centre mondial capable d'imposer des règles sur les marchés déréglementés et devenus sauvages où on ne respecte aucune morale. Les spéculations financières, inventions de «nouveaux produits financiers» et des «constructions» inédites apparaissent. Ils procurent à certaines grandes banques, à d'autres institutions financières et aux entreprises multinationales des profits colossaux, provoquent la faillite de leurs concurrents et causent des pertes non seulement d'argent mais aussi de logements à leurs clients et à leurs familles. Les dégâts matériels sont comme d'habitude supportés par des contribuables qui n'ont rien à voir avec tout cela. De tels comportements provoquent l'émergence d'une nouvelle crise économique mondiale (2007), que beaucoup considèrent comme pire que celle qui a secoué le monde en 1929.

Le Groupe des 20 (dix-neuf pays développés et l'Union européenne), connu comme G20, a essayé de trouver un moyen de sortir de cette crise par le biais de la fameuse troïka (Fonds monétaire international [FMI], Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économique), mais sans succès: «L'esprit est libéré de la bouteille et il n'y revient plus"! Les intérêts étatiques qui dans certains pays coïncident avec les intérêts des grandes banques et des sociétés multinationales, dont les anciens cadres servent comme conseillers aux gouvernements, voire comme ministres, sont tellement différents qu'il est impossible de trouver une solution favorable pour tous. Les dettes publiques (dettes des Etats souverains, nommées aussi «dettes souveraines») montent en flèche, et la plupart des gouvernements de tout bord soutiennent les grandes banques et les sociétés nationales dont les citoyens (les contribuables) remboursent les pertes. Et malgré cela, la souveraineté de l'Etat reste intacte.

Cette situation provoque l'émergence de nouvelles initiatives qui visent la création d'un Etat mondial ou d'un changement radical dans les Nations Unies : les initiatives proposées par Jacques Attali (2009), José Manuel Barroso, le groupe d'intellectuels et d'hommes d'Etat européens et l'auteur de ces lignes (2012). Les auteurs de ces initiatives sont d'accord que les événements survenus au cours du XXe siècle et au début du XXIe siècle ont démontré qu'il n'est plus possible de continuer comme jusqu'à présent et que pour le salut de la planète il faut prendre des mesures plus radicales allant de changements importants à l'ONU à la création d'un Etat européen ou mondial. Cependant, personne d'entre eux ne développe son initiative afin de montrer la voie pour la réaliser. C'est un motif supplémentaire qui m'a

incité à essayer de montrer comment il est possible de créer une fédération mondiale dans laquelle les actuels Etats souverains doivent renoncer à la souveraineté en faveur du nouvel Etat mondial.

Dans ce livre, je ne veux critiquer aucun gouvernement, aucune nation, religion, culture ou d'autres spécificités inhérentes à n'importe quel coin du monde. Je mentionnerai les événements historiques connus de tous et les opinions de divers auteurs sur les problèmes que je traite. Il ne faut pas oublier que divers régimes politiques passent et les gens restent et qu'à la fin dans chaque pays du monde c'est le peuple qui décidera de son destin. Je pense qu'il faut laisser aux historiens le soin de s'exprimer sur les événements du passé et je compte sur chaque citoyen de notre planète, sans égard du pays où il se trouve, à quelle religion, parti politique ou gouvernement il appartient, pour se joindre à nous afin de créer un Etat mondial dans lequel régneront la paix, l'égalité, le respect et la tolérance.

L'idée d'écrire ce livre m'est venue dans le cadre de recherches nécessaires pour mon livre « La justice pénale internationale », publié en 2003, et « Criminalistique économique », publié en 2010, et surtout après la publication de l'article - en serbo-croate « Jedna država za sve građane sveta » publié en 2011 sur le site <http://kulturniheroj.com>, et en français « Un État pour tous les citoyens du monde » publié en 2012 sur le site: <http://www.draganbunic.com>.

Pendant mes recherches pour ma thèse de doctorat «La corruption comme une forme de comportement socialement dangereux», achevée en 1990, j'avais constaté de nombreux enjeux internationaux (le maintien de la paix, la lutte contre la faim, la pauvreté, la criminalité, l'immigration, l'environnement ...). Je me suis aperçu que ces problèmes ne peuvent pas être résolus au sein de l'ONU, qui est devenue inefficace par l'adoption de nombreuses résolutions et par une hyperproduction (surproduction) de normes juridiques (l'adoption de milliers d'actes juridiques qui sont souvent en contradiction les uns avec les autres), auxquels les États membres ne veulent tout simplement pas se conformer, ou qui sont dans des actions concrètes empêché par le veto des superpuissances, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le motif principal de poursuivre le travail commencé dans l'article mentionné "Un Etat pour tous les citoyens du monde" est dû aux réactions des lecteurs. Via le site web ou par contact direct, ils m'ont encouragé à continuer mon travail et à publier un livre sur ce sujet intéressant. **La grave crise des migrants, en 2014 et surtout en 2015, qui cherchaient le salut en se déplaçant vers l'Europe au risque de perdre leurs vies, a renforcé ma conviction sur la nécessité d'écrire ce livre.** Ces incitations, les encouragements **et la besoin** m'ont donné des ailes pour aller de l'avant m'ont aussi mis devant un sérieux dilemme : est-ce que je suis capable et suffisamment qualifié pour écrire un tel ouvrage qui exigerait une équipe multidisciplinaire qui comprendrait non seulement un juriste, mais des économistes, politologues, sociologues, des spécialistes du domaine bancaire et bien d'autres experts. Quel genre de style d'écriture choisir ? Si je souhaite que ce livre soit compréhensible à un grand nombre de lecteurs, indépendamment de leur éducation, je dois éviter, dans la mesure du possible, la langue et le style compliqué de juriste ainsi que des phrases kilométriques.

La solution m'a été donnée par Paul Krugman qui dans son livre « Pourquoi les crises reviennent toujours », publié en 2009, dit : « Comme tout économiste respecté, je suis

capable d'écrire de façon à n'être compris de personne [...] mais ce dont a besoin le monde maintenant, c'est d'agir en étant bien informé ; et, pour ce faire, les idées doivent être présentées de façon à être accessibles à toutes les personnes concernées, et non pas au seuls docteurs en économie » (KRUGMAN, 2009, pp. 10-11). J'ai décidé de montrer mes idées aussi simplement que possible, de donner une chance à ceux qui sont plus à même que moi pour continuer à travailler sur ce sujet important, de citer brièvement les références et de les mentionner de façon plus complète dans la bibliographie à la fin du livre. Des références plus courtes, commentaires et notes seront publiés en bas de page (notes de bas de page).

Je suis conscient que sur le chemin menant vers la création d'un Etat mondial, on trouvera une forte résistance, en particulier des personnes qui ne sont pas prêtes à renoncer à leurs privilèges et leur pouvoir. Ces résistances peuvent être combattues uniquement par la force des arguments qui expliquent les avantages de la création d'un Etat mondial et ce que la plupart des citoyens de notre planète connaît déjà que le monde doit changer radicalement afin de ne pas être détruit.

Je termine cette partie du texte par les mots de Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge et le premier Prix Nobel de la paix, qui a dit : « *Seuls ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde y parviennent* ». Soyons donc assez fous comme lui, qui a fait beaucoup pour le monde, ainsi que ceux qui ont proposé la création d'un Etat pour tous les citoyens de notre planète et unissons nos efforts dans les pays dans lesquels nous vivons, agissons d'une façon courageuse, mais calmement et raisonnablement afin de réaliser cette idée. N'oublions pas que chaque pays est composé de gens, de nous, les citoyens en tant que personnes physiques, qui sont négligés au niveau international, mais dont la puissance est immense et suffisante pour que nos souhaits se réalisent non seulement dans les pays où nous vivons, mais aussi dans le monde. En mai 2014, un jeune journaliste, Vincent Costet (RTN Neuchâtel, Suisse) m'a demandé si mon idée, lancée au début du XXIème siècle est « plus utopiste » que celles qui avaient été lancées avant la mienne (Wells, Streit, Davis et autres). Je lui ai répondu qu'à présent nous sommes plus proches que jamais de la réalisation de cette idée, car aujourd'hui, grâce aux progrès technologiques et la prise de conscience que la souveraineté des Etats est l'un des principaux responsables de notre division et nos conflits, et si nous sommes assez solidaires, nous serons « assez fous » pour réussir.

Enfin, par ce livre je vous donne un « repas inachevé » que vos « terminerez » en allant jusqu'au bout, à savoir la création d'un Etat mondial. Que chacun d'entre nous fasse un pas dans cette direction et nous y arriverons. Par ce livre, je fais mon pas dans la direction indiquée. Utilisez vos réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Internet, etc.) pour transmettre aux autres les idées sur la nécessité de la création d'un Etat mondial. Les pionniers de l'idée d'un Etat mondial méritent cela ainsi que de nombreux citoyens qui la soutiennent, mais qui ne sont pas organisés pour cela, en attendant des instructions et prêts à agir. Faisons comme Nelson Mandela a dit : « donnons-nous la main et marchons ensemble vers l'avenir, vers la création d'une société fondée sur l'amitié, l'humanité et la tolérance » (MANDELA 2011, p 79), ce qui veut dire vers la création d'une Fédération mondiale qui sera bonne pour toutes les personnes de notre planète, quelque soit leur race, leur religion, la langue qu'ils utilisent et où ils vivent.

---

## CONCLUSIONS

(Chiffres romains correspondent aux chapitres traités dans le livre)

I

*« A moins qu'un gouvernement mondial ne soit rapidement constitué et n'entre efficacement en action, tout l'avenir de l'humanité est sombre et incertain »*

Winston Churchill

Il ne faut pas oublier que chaque race, et surtout chaque nation a sa propre histoire et les caractéristiques qui leur sont inhérentes. Nous savons aussi que les races et les peuples sont depuis toujours en mouvement, à la recherche de terres fertiles, d'un climat favorable et des meilleures conditions pour le développement de différentes formes de vie. De ces contacts sont nées des races nouvelles, se sont formées des nations nouvelles, des pays, des langues, des cultures et bien d'autres facteurs qui se mélangent et rapprochent les êtres humains de notre planète. Les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter permettent aux gens de différents pays, régions et continents de communiquer, d'échanger des informations, des opinions, des expériences, etc. Il est agréable de voir que, même dans des régions sous-développées du monde, les jeunes ont un téléphone portable, tablette et ordinateur leur permettant de communiquer à partir d'un coin du globe à l'autre. Tout cela nous rapproche plus que jamais l'humanité. Cela nous montre que l'humanité ressemble au corps humain : les races humaines ressemblent aux parties du corps et sans connaître tous les organes il n'est pas possible de connaître le corps. Voici la raison pour nous unir en un seul corps qui serait capable de bien fonctionner. Ce corps est un Etat mondial, une Fédération mondiale.

Dans le monde dans lequel nous vivons, de nombreuses générations ont créé des biens pour une vie meilleure pour tous les peuples. Rappelons-nous, par exemple, d'un certain nombre de découvertes dans la Chine ancienne, l'Inde, la Mésopotamie, l'Egypte, la Grèce antique, Rome, le califat de Bagdad, dans les siècles de la Renaissance et des Lumières, etc. où étaient créés des bâtiments que la génération d'aujourd'hui n'est pas en mesure de créer en utilisant des techniques modernes, des idées philosophiques sur l'égalité de l'homme. Nos générations (XX et XXI siècle) ont détruit tout ce que les générations précédentes avaient créés pendant des siècles et ont mis au point un potentiel pour la destruction (par exemple armes atomiques/nucléaires, chimiques et biologiques, essais nucléaires, énorme pollution de l'environnement et la perforation de la couche d'ozone). Ce potentiel est énorme, assez pour détruire complètement la vie sur la terre. Au cours du XXe siècle et de quelques années du XXI, qui peuvent être considérés comme une période de contradictions, d'une part, nous avons fait beaucoup pour la réalisation des droits des personnes et de leur égalité. D'autre part, on n'a jamais autant détruit de vies humaines et leurs biens (les deux guerres mondiales et d'innombrables guerres régionales et locales), et tout cela au nom de la liberté humaine et de l'égalité. Très paradoxale, n'est-ce pas ? Le moment n'est-il pas venu pour notre génération de prendre l'initiative de surmonter une telle situation ?

Dans le nouvel Etat mondial l'histoire ne sera pas écrite par des gagnants, mais par des personnes professionnelles et objectives, ce qui permettra à chacun de savoir comment les choses se sont déroulées dans le passé, sans juger tout ce qui est arrivé, ce qui empêchera des spéculations et le transfert de la responsabilité sur les autres. Le passé ne sera pas

oublié, mais l'attention se portera plus sur le présent et surtout sur l'avenir, afin de créer les meilleures conditions de vie pour tous.

## II

*« Seuls peuvent encore nous sauver ceux qui comprendront que l'unique patrie qui mérite d'être défendue est la patrie humaine. Ceux qui auront le courage de désobéir à leurs gouvernants et placeront le monde au-dessus des nations »*  
*Bertrand Clavel*

Les Etats souverains actuels se trouvent en crise profonde. Ils pratiquent la concurrence déloyale les uns envers les autres, exploitent la richesse des autres, surtout des petits pays, économiquement défavorisés et faibles militairement, et certains n'hésitent pas à intervenir militairement dans les autres pays sous des prétextes divers, tels que la protection des droits de l'homme, de leurs alliés, de la sécurité de l'Etat, imposent leurs idées et système politique aux autres pays, etc.

L'ONU, l'Union européenne et de nombreuses autres organisations internationales d'États souverains ne sont pas en mesure de résoudre la plupart des problèmes du monde tels que le maintien de la paix, l'économie, la finance et la migration, qui, ces derniers temps, occupent de nombreux Etats. Alors qu'en 2014 et 2015 certaines de ces organisations d'États souverains, comme par exemple l'Union européenne, marchandent sur le nombre de réfugiés qu'elle recevra, des milliers d'entre eux perdent la vie dans la Méditerranée et certains pays n'hésitent pas à utiliser la force pour refuser des bateaux qui transportent les faibles, les affamés, les malades, les personnes âgées et les enfants, et ainsi les poussent à mourir (VAULERIN 2015). L'impuissance des Etats souverains et de leurs organisations pour résoudre le problème de la migration montre que le seul capable de faire face à ce problème très grave et sauver des vies humaines est un Etat mondial.

La Fédération mondiale, dans laquelle un jour se trouveront tous les Etat de ce monde (grands et petits) et dans laquelle ils auront une certaine autonomie, avec l'obligation de respecter la Constitution et les lois fédérales, sera bénéfique pour tous les citoyens de notre planète. Dans cet Etat mondial il n'y aura plus de gens qui meurent de faim et tous les pays actuels auront la possibilité de se développer, la migration sera réduite à un niveau raisonnable car les gens trouveront des emplois dans leur propre pays, dans lequel il n'y aura pas la dictature, ni de violations des droits de l'homme, d'exploitation, et qui sera en mesure de satisfaire leurs besoins sociaux, culturels et autres.

La souveraineté de l'Etat était un obstacle majeur au fonctionnement efficace de la Société des Nations et actuellement il en est de même pour le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne et d'autres organisations d'Etats. Il est devenu évident que seule une renonciation à la souveraineté en faveur d'une Fédération mondiale, permettrait au monde de résoudre différents problèmes de notre planète. Les citoyens sont complètement ignorés en droit international public, qui est monopolisé par les Etats souverains.

---

### III

*« La fédération mondiale est la tâche qui ouvre pour l'avenir la perspective la plus positive »*  
Willy Brandt

Ce n'est pas le rôle d'un seul homme d'établir un système du futur Etat mondial, mais il ne lui est non plus interdit de l'imaginer et de le proposer. J. Stiglitz affirme que le système politique actuel est en crise et qu'il est instable et que les populistes qui promettent une vie meilleure trahissent les masses populaires (STIGLITZ 2014, p. 37). Ainsi, les changements sont inévitables. Bien sûr que les citoyens, parmi lesquels il y a beaucoup de personnes plus à même que moi, trouveront une meilleure solution, mais sur ce chemin ils devraient être motivés et orientés. On doit savoir que bien que la volonté du peuple soit essentielle à la création d'un Etat mondial, qui peut s'appeler Fédération mondiale, Fédération des Nations unies ou autrement, il ne sera pas suffisant pour lui-même et il sera nécessaire d'avoir recours aux divers experts, organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales auxquelles cette idée tient à cœur.

La Fédération mondiale aura, comme tout Etat classique, trois pouvoirs essentiels - législatif, exécutif et judiciaire - ainsi que de nombreux organes. Les Etats membres de la Fédération mondiale (pays) seront représentés à l'Assemblée fédérale avec le même nombre de représentants. Le principe «un pays=une voix» sera le principe essentiel de son caractère démocratique.

Le rôle de l'Etat était jusqu'à récemment nié par l'économie et les néolibéraux voulaient l'exclure complètement. Cependant, la dernière Grande Dépression (2007) a montré que l'Etat a encore une longue vie devant lui et qu'il est important pour l'économie, l'éducation, la sécurité, l'écologie et de nombreux autres aspects de la vie sociale. Nous avons vu qu'une mauvaise législation conduit à la division sociale, nuit à divers intérêts et viole le principe d'égalité des chances sur le marché, et que l'absence de la réglementation ou sa suppression dans certains domaines (déréglementation) mène au chaos, aux crises, à l'exploitation et à beaucoup d'autres conséquences négatives.

Le rôle de la Fédération mondiale sera avant tout l'élimination du chaos actuel qui règne dans le domaine de la politique et de l'économie. Elle rétablira l'ordre dans les marchés financiers et autres, interdira la spéculation - en particulier des denrées alimentaires, des médicaments et d'autres articles importants pour les citoyens - interdira aux entreprises, banques et autres institutions le financement des campagnes politiques dans tous les Etats membres et assurera l'égalité des chances, l'égalité des personnes morales et physiques dans tous les domaines.

### IV

*« Il n'y a aucun doute dans mon esprit qu'un gouvernement mondial doit venir et viendra, sinon le monde tendra à commettre un suicide »*  
Pandit Nehru

---

Quant à la sécurité, nous avons vu que les groupements actuels d'États souverains ne sont pas en mesure d'assurer la paix dans le monde, et que le comportement de certains d'entre eux présente une menace pour la paix. Jusqu'à présent, en règle générale, dès que certains grands pays avaient des problèmes internes (chômage, émeutes, mauvais résultats économiques, etc.) ils se tournaient vers l'étranger en réglant, la plupart du temps par la force, les problèmes d'autres pays qui «constituent une menace pour leurs intérêts» dans une région spécifique du monde «présentent une menace pour la paix mondiale», «violent les droits de l'homme», «soutiennent le terrorisme», etc. Cela semble presque incroyable, mais malheureusement très réel. L'ONU ne les empêche pas, et s'il y'a un débat sur le comportement des pays spécifiques, que tout le monde considère comme criminels, le droit de veto est là pour empêcher les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Un tel comportement peut être évité avec succès et la paix mondiale être assurée uniquement par la création d'une Fédération mondiale de membres égaux qui renonceront à leur propre souveraineté en faveur de l'Etat mondial.

La Fédération mondiale aura une armée, la police et la protection civile. Ces organes existeront au niveau fédéral et au niveau des pays membres de la Fédération mondiale, dont la puissance, la taille et l'utilisation seraient réglementées par la constitution fédérale, par les lois fédérales et par les lois des États membres qui doivent être conformes à la législation fédérale. Dans l'exercice de leurs activités, ces trois forces coopéreront étroitement. Par rapport aux potentiels militaires d'actuels Etats souverains, membres de l'ONU, l'**armée** sera réduite à une taille nécessaire, les armes pour la destruction massive complètement éliminées et celles servant à la réalisation de ses fonctions dans le nouvel Etat réduites au nombre suffisant à l'exercice de ses activités. L'armée sera utilisée dans la lutte contre le terrorisme, contre les formes dangereuses la criminalité organisée et pour les interventions en cas de catastrophes naturelles tels que les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les maladies infectieuses à grande échelle et dans d'autres cas précisés par la législation. La **police** de l'Etat mondial a déjà son «noyau dur» : l'Interpol. Cette organisation internationale de police peut être transformée en une police fédérale et être en mesure de lutter contre les formes les plus graves de criminalité, de se charger de la coordination du travail de la police des États membres et d'autres activités préventives et répressives prévues par la loi. Le service de **protection civile** est important tant pour la guerre que pour la paix. Il a jusqu'ici justifié son existence dans la plupart des Etats souverains du monde. Cela étant, la Fédération mondiale ne peut pas se priver de la protection civile, qui constituera l'un des piliers de sa sécurité.

La Fédération mondiale aura des institutions scientifiques chargées des recherches, dont la tâche sera de trouver les facteurs criminogènes qui causent la violation de la paix, la criminalité et les autres phénomènes négatifs et de suggérer les moyens pour leur élimination. Etant donné que la paix, l'ordre et la sécurité des citoyens présentent un intérêt commun pour tous, l'élimination de ces facteurs sera la tâche des Etats membres (pays) ainsi que de nombreuses autres institutions et se déroulera selon le plan spécial adopté par l'Etat fédéral et sous sa surveillance.

*« La seule façon d'en sortir est de mettre la loi mondiale au-dessus des gouvernements, donc de faire cette loi, donc de disposer d'un parlement, donc de constituer ce parlement au moyen d'élections mondiales auxquelles participeront tous les peuples »*

Albert Camus

Quant à la législation dans un monde d'États souverains et leurs groupements (ONU et autres), la situation est paradoxale. D'une part, il existe une hyperproduction [superproduction] d'actes législatifs qui se répètent, voire même excluent mutuellement (résolutions de l'ONU, conventions internationales et autres). D'autre part, certains domaines ne sont pas réglementés du tout ou sont réglementés d'une manière insatisfaisante (marchés financiers, Internet, cybercriminalité, criminalité économique et autres).

L'hyperproduction de normes juridiques qui règne actuellement au sens de l'ONU et d'autres groupes d'États souverains va disparaître. La Fédération mondiale reprendra des normes claires et non contradictoires de certains actes juridiques déjà existantes, mais leur nombre sera réduit afin de parvenir à une application plus facile. Les lois doivent être précises et refléter clairement leur objectif (par exemple, l'élimination de la corruption, la protection des enfants, des jeunes, des travailleurs, des malades et des personnes âgées, l'aide sociale, la concurrence saine, etc.). La Fédération mondiale sera également obligée de réglementer de nombreuses relations économiques, sociales et autres qui, jusqu'à présent, n'étaient pas suffisamment ou pas du tout réglementées. Une bonne législation représente la base de l'égalité des citoyens, entreprises et autres institutions. La législation est aussi importante pour différentes relations entre les citoyens (éducation, travail, retraite, héritage, etc.), pour l'économie (agriculture, création, fonctionnement et faillite des entreprises, des banques et d'autres institutions, etc.), la politique (mode d'élection pour certaines fonctions de l'État, interdiction aux sociétés de soutenir financièrement les candidats, etc.) et d'autres domaines.

Le respect de la législation (lois et autres actes juridiques émis par les autorités de l'État) sera une règle irrévocable de la Fédération mondiale. Il permettra une procédure rapide et efficace d'adoption de nouvelles lois et modification des lois existantes inappropriées ou inefficaces pour la réglementation de certains domaines socio-économiques. Les institutions diverses ainsi que les citoyens auront le droit de présenter leurs initiatives pour l'adoption ou la modification des actes législatifs.

## VI

*« Si nous voulons, nous pouvons vaincre la pauvreté et la faim partout au monde »*

Joseph Stiglitz

Actuellement, l'économie mondiale souffre de nombreuses maladies: l'inégalité, la corruption, l'exploitation, la violence, la réglementation inadéquate ou son inexistence au niveau mondial dans des domaines tels que la banque et la finance, les activités des entreprises multinationales, l'attribution de subventions, etc. Dans certains États souverains, même dans ceux développés, la situation est également préoccupante. Stiglitz cite un exemple d'aide sociale accordée à une entreprise en 2008 de 150 milliards de dollars aux États-Unis où, ce qui dépasse la somme de l'aide sociale accordée aux citoyens pauvres du pays pour la période 1990-2006 (STIGLITZ 2014, p. 256). Des mesures d'austérité, imposées aux pays souverains touchés par la crise, ne donnent pas des résultats

satisfaisants. Les conséquences d'un tel état sont la faim, les maladies et mort de millions d'habitants de notre planète, l'enrichissement des riches au détriment des pauvres et les énormes disparités économiques et sociales.

Si tous les Etats actuels se réunissent en une Fédération mondiale, les armes nucléaires ainsi que les armes de destruction massive seront éliminées, les missions diplomatiques ne seront plus nécessaires, l'armée sera réduite à un niveau raisonnable et les différentes réformes mises en œuvre permettront que l'utilisation des fonds pour l'armement et la diplomatie soient utilisés pour le développement économique, surtout pour un développement plus rapide des pays et des régions sous-développés. La croissance économique permettra l'irrigation des champs en Afrique, en Asie et dans d'autres régions où l'eau n'est pas disponible, où règnent la pauvreté, la faim, les maladies et d'autres phénomènes sociaux négatifs. Si, aujourd'hui, nous sommes en mesure de conduire le pétrole ou le gaz à une distance de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres, pourquoi ne serait-il pas possible de faire la même chose avec l'eau potable et pour l'irrigation des champs qui pourraient nourrir la population locale d'une région et fournir divers produits agricoles pour le marché ? Dans ces conditions, contrairement aux pays européens, ces régions pourront avoir deux ou même trois récoltes par an. Cela renforcera l'économie de ces pays, permettra aux citoyens de trouver du travail dans leur pays et vivre décemment, ce qui sera dans l'intérêt de tous les citoyens du monde. Cela contribuera à l'égalité économique de toutes les régions du monde, l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, réduira considérablement la migration et aura de nombreux autres effets positifs.

Dans la Fédération mondiale, il n'existera plus la "dette publique" (dettes des Etats ou dettes souveraines), et celles déjà existant entre les Etats souverains actuels seront réglées au niveau de l'Etat mondial, afin d'éviter un boycott des pays endettés. La Fédération mondiale, consciente que ces dettes sont le résultat des opérations de certaines entreprises, banques et d'autres institutions qui ont par diverses spéculations, en collaboration avec les gouvernements de certains Etats souverains actuels, contribué à l'augmentation de la dette publique dans de nombreux pays, créera un fonds mondial pour régler cette question (négociations, achat de dettes, abandon des créances, remboursement dans un certain délai, etc). Si l'instruction du fonds découvre que ces dettes résultent d'un comportement illégal et inapproprié des Etats, des banques, des sociétés multinationales ou d'autres organisations, les dettes doivent être annulées.

## VII

*« Seul celui qui est assez réaliste pour comprendre la taille du risque,  
peut participer à sa suppression »*

Wilhelm Röpke

La protection de l'environnement est essentielle pour la vie humaine, végétale et animale (flore et faune) sur notre planète. Elle est actuellement négligée du point de devenir une menace pour l'homme, l'économie mondiale et pour de nombreuses autres activités humaines. La pollution est énorme et dangereuse, ce qui nous oblige à agir si nous souhaitons sauver notre planète et nos vies. Certaines entreprises multinationales en particulier font d'énormes dégâts à l'environnement et pour cela paient des amendes minimales. Rappelons-nous, à titre d'exemple, d'un écoulement de millions de litres de

pétrole dans l'océan Atlantique au Golfe du Mexique, causé par la compagnie pétrolière BP en 2010. En outre, « l'argent de la société influence la législation de certains pays dans le domaine de la protection de l'environnement » (STIGLITZ 2014, p. 156).

La nature a commencé à nous avertir par de nombreuses catastrophes naturelles, tremblements de terre, ouragans, tsunamis, etc., et si nous voulons sauver notre planète, notre génération doit faire quelque chose assez rapidement. Or, si nous ne nous réveillons pas à temps, nous risquons de ne jamais nous réveiller et de voir disparaître tout ce qui est actuellement sur la terre (humains, flore et faune). Si la volonté existe, et on la trouve chez les citoyens de notre planète, une solution existe. Néanmoins, cette volonté devrait être dirigée vers l'objectif. Espérons que les moyens de communication modernes permettront de le faire.

La Fédération mondiale consacrera une attention particulière à la protection de l'environnement. Elle adoptera des lois qui stimuleront sa protection et sanctionnera la pollution, en prévoyant des sanctions et des mesures qui vont jusqu'à l'interdiction d'exercer leurs activités qui causent ou facilitent la pollution. Cet Etat adoptera aussi des plans de prévention, dans le cadre du processus d'une durée illimitée, et veillera à sa mise en œuvre.

## VIII

*« L'occident présente un concept de la démocratie „ à l'occidentale ” au reste du monde.  
Cette faute est due à l'ignorance de l'histoire intellectuelle d'autres sociétés »*

Amartya Sen

Malgré l'existence de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'ONU en 1948, ces droits sont violés, ce qui montre que « l'universalité » est restée lettre morte sur le papier. Le domaine des droits humains est également important pour le nouvel Etat mondial. Les Etats souverains actuels ont oublié que le respect des droits de l'homme ne peut pas être assuré par un décret, même s'il a été adopté par l'ONU et appelé la « Déclaration universelle des droits de l'homme ». Il s'agit d'un phénomène particulier, d'une très vaste zone qui peut fonctionner avec succès si l'on respecte la loi, les diversités et spécificité humaine, culturelle, linguistique, religieuse et autres. Aujourd'hui, nous avons une situation paradoxale. Les pays souverains qui violent les droits de l'homme dans leur propre pays et dans d'autres parties du monde donnent au monde des leçons sur les droits humains et les accusent de leur violation.

Les droits de l'homme seront respectés lorsque toutes les personnes seront considérées comme égales, indépendamment de leur statut économique et social, la couleur de leur peau, la religion et d'autres différences, et lorsque par l'utilisation de nos droits nous ne porterons pas atteinte aux droits d'autrui. Comme juriste, pénaliste et criminaliste, j'ai eu l'occasion de voir à l'Institut de médecine légale le sang et les organes des victimes appartenant à différentes races et nationalités. Chez elles toutes, le sang est rouge et les organes, tels que le cœur, le cerveau, le foie, les poumons et autres, ne sont pas différents. Pourquoi alors permettre à des groupes d'extrémistes de nous convaincre que nous sommes différents? Nelson Mandela a passé 28 ans en prison et, lors de sa libération, a pardonné à ceux qui l'ont persécuté et il a réconcilié les persécuteurs et les persécutés. Par un tel geste

il a prouvé que l'amour est plus fort que la haine. N'oublions jamais cela et continuons son œuvre si noble.

Cela est important pour le fonctionnement des droits de l'homme, la recherche, l'identification et l'élimination des facteurs qui en causent leur violation (guerre d'agression et occupation des États souverains, imposition par la force du régime politique, exploitation impitoyable de leurs ressources naturelles et de leur main-d'œuvre, pollution de leur environnement ...). Les violations des droits de l'homme démontrent que seule la création d'un État mondial les rendra universels. La Fédération mondiale respectera les différences culturelles et autres de toutes les parties du monde, des peuples, des personnes et leurs spécificités, ce qui les rendra plus proches et unis dans la création d'une nouvelle culture commune à tous. Par le développement de toutes les régions du monde, le respect de la loi, le respect de la personnalité, le respect de nos différences et spécificités, cet Etat empêchera les interventions militaires et les occupations des États membres, empêchera l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur main-d'œuvre,

## IX

*« Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer »*

Voltaire

Même si actuellement plus de 10% de la population mondiale ne pratique aucune religion, elle reste importante pour de nombreux citoyens de notre planète. La majorité des citoyens est tolérante envers les autres religions et cette tolérance se renforce par de nombreux contacts d'habitants du monde. Malheureusement, même si, en principe, toutes les religions prêchent la paix, l'amour, la tolérance et la miséricorde, certaines d'entre elles sont manipulées par divers fanatiques et leurs groupes qui donnent une interprétation ou une importance qui ne sont pas en ligne avec celles données par des théologiens et les prêtres qui exercent correctement leur métier. Il y a des « prêtres autoproclamés » qui incitent à la haine et ceux qui tombent sous leur influence « au nom de la religion » tuent des gens innocents, les forçant à changer de religion, les forçant au mariage avec des personnes qu'elles n'ont pas choisies, les soumettant à l'esclavage, etc. Par peur ou pour d'autres raisons, les vrais prêtres n'arrivent pas à raisonner ces fanatiques, même pas dans les Etats dans lesquels certaines religions sont déclarées par la constitution comme religion d'Etat. Cette situation a inspiré certains à suggérer la création d'une "Organisation des Nations Unies des religions» qui arrêterait les milliers de mouvements qui tuent au nom de Dieu.

La Fédération mondiale consacrera une attention particulière aux religions. Il n'y aura pas une religion « nationale » ou « d'Etat » ou de préférence à l'une d'elles, mais elle donnera à chacune les mêmes droits. Toute personne sera libre de choisir sa religion, d'être athée ou de pratiquer plusieurs religions. La Fédération mondiale créera les conditions pour que les religions se respectent mutuellement, qu'elles échangent leurs expériences et cultures. Le ministère responsable des religions organisera plusieurs réunions consultatives annuelles avec les représentants des grandes religions et convoquera au moins une fois par année une conférence des représentants de toutes les religions.

Etant donné que les religions sont importantes pour les citoyens, la Fédération mondiale assurera les conditions afin que durant la scolarité obligatoire les élèves acquièrent les connaissances de base des différentes religions, sans les obliger à les pratiquer. Elle créera

également des universités pour les prêtres et les autres religieux. Dans le cadre de leurs études, les futurs prêtres étudieront non seulement l'histoire et les particularités de la religion pour laquelle ils se préparent à l'université, mais aussi l'histoire et les particularités d'autres religions ainsi que le système politique de l'État fédéral, des États membres et de nombreux autres aspects socio-économiques importants pour tous les citoyens. La fonction de prêtre pourra être exercée par les personnes qui ont terminé les études prévues pour cela et qui ont une autorisation du ministère concerné. Cela va rapprocher les religions qui deviendront tolérantes les unes envers les autres et créer un climat favorable pour cela. Dans de telles circonstances, un beau jour, les fidèles seront en mesure de suivre le service religieux une fois dans l'église, une fois dans la mosquée, une fois au temple ou dans un autre lieu de culte. Les prêtres formés dans les mêmes circonstances seront capables de remplacer leurs collègues dans n'importe quel lieu de culte (église, mosquée, temple...).

## X

*« La fédération mondiale est la tâche qui ouvre pour l'avenir la perspective la plus positive »*  
Willy Brandt

Les assurances sociales sont une grande faiblesse des États souverains d'aujourd'hui. Malgré l'existence de nombreuses conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui opère sous les auspices de l'ONU, les assurances sociales n'existent pas dans tous les États membres de cette organisation mondiale des États souverains. Les assurances sociales ne sont pas suffisamment développées non seulement dans les pays pauvres mais aussi dans certains pays les plus riches du monde (par exemple aux États-Unis). Une autre organisation des Nations Unies, active dans le domaine de la santé, Organisation Mondiale de la Santé (OMS), y investit beaucoup d'efforts, mais n'est pas toute seule en mesure de fournir un traitement médical à tous les citoyens du monde.

La Fédération mondiale accordera une attention particulière à la sécurité sociale (assurances sociales). Toute la population de cet État sera assurée contre la maladie, l'invalidité, le chômage et la faim, aura la sécurité pour le cas de la vieillesse, le droit à un niveau minimal qui assure une vie décente. Les salariés et les employeurs paieront la moitié de la somme relative aux cotisations pour certaines assurances et si certaines personnes ne sont pas en mesure de les payer, l'État leur payera les cotisations pour une ou plusieurs assurances sociales, en particulier pour l'assurance-maladie.

La législation de la Fédération mondiale sera fondée sur les conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT), et elle établira la solidarité dans le domaine des assurances sociales où les cotisations seront payées en fonction du statut social (position économique) des assurés. Au début, ce seront ceux dont le statut social est plus favorable qui paieront plus que les pauvres, mais plus tard, la situation économique des personnes pauvres s'améliorera et ils seront en mesure de payer pour eux-mêmes et pour les autres. Les actuelles organisations mondiales actives dans ce domaine (OIT, OMS et autres) poursuivront leurs activités sous les auspices de la Fédération mondiale.

## XI

---

*« La science a rendu la souveraineté nationale incompatible avec la survie de l'humanité. La seule alternative est maintenant un gouvernement mondial ou la mort »*

Bertrand Russel

L'éducation est aussi l'une des tâches non tenues par les Etats souverains actuels. Un grand nombre de personnes analphabètes, le manque d'écoles et les différentes limitations à l'accès à l'éducation le montrent. Alors que les pays pauvres ne sont pas en mesure d'assurer l'éducation et l'alphabétisation à tous leurs citoyens, les pays riches n'assurent pas un accès égal pour tous à l'enseignement supérieur. En se basant sur la situation financière des étudiants, certains pays portent préjudice à la société et à l'économie, car des millions de gens de talent ne parviennent pas à obtenir un diplôme scolaire d'enseignement supérieur, ce qui les prive de la possibilité de donner leur contribution à l'économie, à la santé, à la science, etc.

La Fédération mondiale prendra les mesures nécessaires afin que toute la population de notre planète apprenne à lire et à écrire. L'enseignement primaire sera obligatoire pour tous les enfants sans égard à leur sexe, statut économique, race, religion et autres différences. Cette scolarisation sera gratuite. La Fédération mondiale permettra à toutes les personnes aussi de suivre l'enseignement secondaire ainsi que l'enseignement supérieur en fonction de leurs capacités intellectuelles (tests, stage gratuit, etc.). Les étudiants et les diplômés talentueux pourront poursuivre les études post-grades dans les universités et les institutions de recherches.

L'adoption des programmes relatifs aux différents enseignements (écoles, universités, instituts, etc.) sera de la responsabilité de l'État fédéral afin que leur qualité soit équilibrée, ce qui n'exclura pas l'existence d'institutions spécialisées dans tous les domaines d'enseignement (écoles primaires pour les enfants avec certains problèmes de santé, établissements spécialisés d'enseignements supérieur, etc.). Dans certains cas, l'Etat fédéral permettra l'existence des écoles privées, qui devront répondre aux conditions minimales stipulées dans la loi et obtenir l'autorisation du ministère concerné.

## XII

*« Un monde uni ou le néant »*

Albert Einstein

La création d'une Fédération mondiale aura inévitablement une période de transition qui lui permettra de former son noyau. Au début, quelques Etats souverains actuels et les autres les rejoindront ultérieurement. Par son organisation et son fonctionnement (sans les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, pratique de l'égalité des personnes physiques et morales, soin de ses citoyens à qui il assurera une vie meilleure), la Fédération mondiale servira d'exemple aux autres.

Les peuples des pays où règnent la dictature, qui ne respectent pas les droits fondamentaux et les libertés des citoyens, qui pratiquent des inégalités et favorisent les entreprises, les banques et autres institutions au détriment des citoyens, se battront pour les changements et réformes dans leur pays afin d'avoir les mêmes droits et libertés que les citoyens de la Fédération mondiale. Les gouvernements de ces pays seront obligés de procéder à de telles

réformes parce que la Fédération mondiale ne coopérera pas avec les pays où les régimes terrorisent leurs citoyens, pratiquent la corruption, créent des privilèges et mènent des activités non conformes à l'ordre établi par la Fédération mondiale.

Lorsqu'ils voient les avantages d'une telle Fédération mondiale, les citoyens d'autres pays en dehors de la Fédération mondiale se battront de plus en plus pour leurs droits économiques et sociaux, leurs libertés personnelles et d'autres valeurs démocratiques. La Fédération mondiale s'engagera à l'élimination des différences, inégalités, dictatures, guerres ainsi que de la violence, de l'exploitation, de la faim, d'accès aux soins des malades et à la prévention des maladies et assurera l'exercice de toutes les valeurs sociales positives. La population, les entreprises et les États qui ne possèdent ni armes nucléaires ni armes de destruction massive et qui pratiquent la démocratie, lors de leur coopération avec la Fédération mondiale, découvriront les avantages d'une adhésion à cet Etat mondial et, à cette fin, exigeront un référendum pour cela.

---